

dans le monde sous le prétexte que les travailleurs américains sont bien mieux lotis que les pauvres du monde entier. À mon avis, la réduction de la pauvreté en Inde n'a pas grand-chose à voir avec le commerce mondial, et la pauvreté en Chine aurait pu être réduite avec moins de dégâts pour les travailleurs des pays riches si les mesures prises par la Chine l'avaient poussée à moins épargner son revenu national et avaient permis à sa croissance manufacturière d'être plus largement absorbée par la demande intérieure. J'avais aussi sérieusement sous-estimé mes jugements éthiques sur les arbitrages entre les travailleurs nationaux et étrangers. Nous avons certainement le devoir d'aider ceux qui sont dans la détresse, mais nous avons aussi des obligations envers nos compatriotes que nous n'avons pas envers les autres.

J'avais coutume d'adhérer au quasi-consensus des économistes selon lequel l'immigration aux États-Unis est une bonne chose, avec beaucoup d'avantages pour les migrants et peu ou pas de coûts pour les travailleurs américains peu qualifiés. Ce n'est plus ma position aujourd'hui. Les convictions des économistes ne sont pas unanimes sur ce point, mais elles sont forgées par des modèles économétriques qui sont peut-être crédibles, mais qui reposent souvent sur des résultats à court terme. Une analyse à plus long terme portant sur les 150 dernières années révèle une situation bien différente. Les inégalités étaient prononcées lorsque les États-Unis étaient un pays ouvert, elles l'étaient beaucoup moins lorsque les frontières étaient fermées, et elles se sont de nouveau accentuées après la loi Hart-Celler (loi sur l'immigration et la nationalité de 1965), lorsque la proportion de personnes nées à l'étranger est revenue à ses niveaux de la fin du XIX^e siècle. Et selon une théorie plausible, la grande migration de millions d'Afro-Américains des régions rurales du Sud du pays vers les usines du Nord n'aurait pas eu lieu si les patrons des usines avaient pu embaucher les migrants européens qu'ils préféraient.

Les économistes gagneraient à s'intéresser davantage aux idées des philosophes, des historiens et des sociologues, tout comme Adam Smith l'avait fait. Les philosophes, les historiens et les sociologues y gagneraient probablement aussi.



Jayati Ghosh

La science économique a besoin d'une plus grande dose d'humilité, d'un sens plus aigu de l'histoire et d'un vif encouragement à la diversité

Il n'a jamais été aussi urgent de procéder à une transformation radicale de la science économique. L'humanité est confrontée à des crises existentielles, dominées par la santé de la planète et les enjeux environnementaux. L'économie mondiale était déjà instable et fragile avant la pandémie ; en se redressant, elle a mis en évidence la profondeur et l'aggravation des inégalités, non seulement en matière de revenus et d'actifs, mais aussi de réponses aux besoins humains fondamentaux. Les tensions sociopolitiques et les conflits géopolitiques qui en découlent créent des sociétés risquant vite de devenir dysfonctionnelles au point d'être invivables. De nouvelles stratégies économiques sources de transformations sont donc impératives, et pourtant, le courant dominant de cette discipline persiste à faire comme si de rien n'était, comme s'il suffisait de bricoler quelques petits changements pour vraiment changer la donne.

Le problème n'est pas nouveau : la plupart des préceptes présentés comme la sagesse économique sur le fonctionnement des économies et sur les incidences des mesures prises sont au mieux trompeurs et au pire tout simplement faux. Depuis des décennies, des groupes de pression puissants et influents au sein de la discipline colportent des demi-vérités, voire des mensonges, sur de nombreux enjeux fondamentaux, à savoir notamment le fonctionnement des marchés

JAYATI GHOSH
est professeure de
science économique
à l'Université du
Massachusetts à
Amherst.

financiers et la détermination de leur « efficacité » en l'absence de réglementation ; les conséquences macroéconomiques et redistributives des mesures budgétaires ; l'incidence de la déréglementation du marché du travail et des salaires sur l'emploi et le chômage ; les répercussions des modèles de commerce et d'investissement internationaux sur les moyens de subsistance des populations et les possibilités de diversification économique ; les réactions de l'investissement privé aux incitations des pouvoirs publics telles qu'allègements fiscaux et subventions, ainsi qu'aux déficits budgétaires ; les effets des investissements multinationaux et des chaînes de valeur mondiales sur les producteurs et les consommateurs ; les dégâts écologiques provoqués par les modes de production et de consommation ; la nécessité ou non de durcir les droits de propriété intellectuelle pour promouvoir l'invention et l'innovation.

Pourquoi en est-il ainsi ? Le péché originel a peut-être été d'avoir exclu le concept de pouvoir de la réflexion, ce qui renforce effectivement les structures et les déséquilibres existants en la matière. Les conditions sous-jacentes sont ignorées ou dissimulées, telles que la supériorité du pouvoir du capital sur celui des travailleurs, l'exploitation insoutenable de la nature, le traitement différentiel des travailleurs selon la segmentation sociale du marché du travail, l'abus individuel du pouvoir de marché et le comportement de recherche de rente, l'utilisation du pouvoir politique pour promouvoir des intérêts économiques privés au sein des pays et entre eux, et les incidences distributives des politiques budgétaire et monétaire. Les enjeux profonds et persistants du PIB en tant que mesure du progrès sont ignorés ; malgré ses nombreux défauts conceptuels et méthodologiques, il demeure l'indicateur fondamental, ne serait-ce que parce qu'il existe.

« L'application de strictes hiérarchies de pouvoir au sein de la discipline a empêché l'apparition et la diffusion d'autres théories, explications et analyses. »

Des vérités qui dérangent

Tout cela s'accompagne d'une tendance à minimiser l'importance fondamentale des hypothèses dans l'obtention de résultats analytiques et dans leur intégration aux débats de politiques publiques. La plupart des théoriciens du courant économique dominant diront qu'ils se sont beaucoup éloignés des premières hypothèses néoclassiques telles que la concurrence parfaite, les rendements d'échelle constants et le plein emploi, qui n'ont aucun rapport avec le fonctionnement réel de l'économie où que ce soit. Mais ces hypothèses persistent dans les modèles qui sous-tendent explicitement ou implicitement nombre de mesures prescrites par les pouvoirs publics (notamment celles liées aux politiques commerciales et industrielles ou aux stratégies de « réduction de la pauvreté »), en particulier à l'intention du monde en développement.

Les structures de pouvoir *au sein* de la profession renforcent le courant dominant de différentes manières, notamment par la tyrannie des revues professionnelles et des postes d'universitaires et d'experts en apparence prestigieux. Ces pressions et ces incitations détournent bon nombre des esprits les plus brillants d'une véritable étude de l'économie (pour essayer de comprendre ses rouages et ses incidences sur les populations) vers ce qu'il convient d'appeler des « activités triviales ». Trop de revues universitaires prestigieuses publient des contributions ésotériques qui n'ajoutent de la valeur qu'en assouplissant une hypothèse mineure au sein d'un modèle ou en utilisant un test économétrique légèrement différent. Les éléments qui sont plus difficiles à modéliser ou qui génèrent des vérités gênantes sont tout simplement exclus, même s'ils pourraient contribuer à une meilleure compréhension de la réalité économique. Les contraintes ou les résultats fondamentaux sont présentés comme des « externalités » plutôt que comme des conditions à considérer. Les économistes qui débattent essentiellement entre eux, puis se contentent de faire du prosélytisme auprès des décideurs, sont rarement contraints de remettre en question cette démarche.

Il en résulte que les forces économiques qui sont nécessairement complexes — obscurcies par les effets de nombreuses variables différentes —, car elles sont les reflets de l'histoire, de la société et de la politique, ne sont pas étudiées à la lumière de cette complexité. Au lieu de cela, elles sont prises dans l'état de modèles mathématiquement accommodants, même si cela leur enlève toute ressemblance avec la réalité économique. Pour être juste, un certain nombre d'économistes très en vue du courant traditionnel se sont élevés contre cette tendance, mais sans grand effet jusqu'à présent sur les gardiens de la profession.

Hiérarchie et discrimination

L'application de strictes hiérarchies de pouvoir *au sein* de la discipline a empêché l'apparition et la diffusion d'autres théories, explications et analyses. Ces éléments s'ajoutent aux autres formes de discrimination (selon le sexe, la race/l'origine ethnique, la situation géographique) pour exclure ou

marginaliser toute autre perspective. La situation géographique a une incidence considérable : le courant principal de la discipline est totalement dominé par la région de l'Atlantique Nord — en particulier les États-Unis et l'Europe — en matière de prestige, d'influence et de capacité à déterminer le contenu et l'orientation de la discipline. Les considérables connaissances, idées et contributions à l'analyse économique de la part d'économistes situés dans les pays de la grande majorité du monde sont en grande partie ignorées, car il est implicitement reconnu que les « réelles » connaissances proviennent de l'hémisphère Nord pour être disséminées vers le reste du monde.

L'arrogance à l'égard d'autres disciplines est un inconvénient majeur : elle s'exprime notamment par l'absence d'un sens aigu de l'histoire qui devrait imprégner toute l'analyse sociale et économique actuelle. Les économistes ont récemment suivi la mode de s'intéresser à la psychologie, avec l'essor de l'économie comportementale et des « coups de pouce » visant à induire certains comportements. Mais là encore, cette démarche est souvent présentée hors de tout contexte historique, sans tenir compte des différentes situations sociales et politiques. Les évaluations aléatoires fondées sur le point de vue du ver de terre, par exemple, si répandues désormais en économie du développement, poussent à abandonner l'étude des processus évolutifs et des tendances macroéconomiques, pour se concentrer sur les inclinaisons microéconomiques qui effacent effectivement le cadre et le contexte à l'origine des comportements et des réponses économiques. Les fondements sous-jacents et très problématiques de l'individualisme méthodologique persistent, en grande partie parce que peu d'économistes contemporains tentent une évaluation philosophique de leurs propres démarche et travail.

Ces failles ont considérablement appauvri la science économique et, sans surprise, réduit sa crédibilité et sa légitimité auprès du grand public. La discipline dominante a cruellement besoin d'une plus grande dose d'humilité, d'un meilleur sens de la perspective historique et de la reconnaissance des inégalités de pouvoir, ainsi que d'un vif encouragement à la diversité. Il est évident que la science économique doit profondément se transformer si elle veut vraiment devenir suffisamment pertinente et utile pour relever les grands défis de notre époque.

Diane Coyle

Des évolutions économiques fondamentales obligent à s'écarter d'une science économique simplificatrice

L'économie des années 2020 est à des années-lumière de celle du milieu du XX^e siècle, lorsqu'ont été mis au point la plupart des outils habituels encore utilisés par les économistes.

L'institutionnalisation de la science économique dans les années 50 et 60 s'est faite dans un contexte où le secteur manufacturier était le moteur de la croissance et de l'emploi et produisait des biens standardisés, et où le commerce était dominé par des produits finis plutôt que par des composants. Les principes économiques keynésiens ont déterminé les catégories de statistiques recueillies dans le système de comptabilité nationale et dans les modèles linéaires d'entrées-sorties, ainsi que dans les modèles macroéconomiques nouvellement élaborés par les économétristes.

Nombre de ceux qui occupent aujourd'hui des fonctions publiques de premier plan se sont formés à la science économique dans des manuels et des cours fondés sur cette économie relativement ordonnée. Plus précisément, le cadre d'évaluation des politiques publiques reposait sur les théorèmes fondamentaux de « l'économie du bien-être », cette branche de la discipline qui s'interroge sur le caractère souhaitable ou non des résultats économiques. Selon cette théorie, les résultats du marché sont les meilleurs qui puissent être atteints — à condition que se vérifient certaines hypothèses fondamentales.

Inutile de dire que c'est rarement le cas. Pour que la théorie soit valable, par exemple, les personnes doivent avoir des préférences immuables — même pour des choses qui n'existent pas encore. Tous les biens doivent être « rivaux », c'est-à-dire ne pouvoir être consommés que par une seule personne, alors que nombre d'entre eux sont non rivaux, qu'il s'agisse de l'atmosphère, des voies publiques ou des films numériques. Il ne doit pas y avoir d'externalités telles que la pollution ou les émissions de CO₂. Aucune entreprise ne peut avoir de pouvoir de marché — la concurrence doit être parfaite — et les rendements d'échelle doivent être constants à mesure que les niveaux de production augmentent. Par ailleurs, dans les années 70, le lauréat du prix Nobel Kenneth Arrow a démontré son « théorème de l'impossibilité », selon lequel il n'est jamais possible (à partir d'hypothèses très raisonnables) de déterminer le bien-être de la société dans son ensemble en additionnant le bien-être de chacun de ses individus.

Il est temps de changer

Ainsi, depuis au moins 40 à 50 ans, l'absence d'une théorie économique du bien-être solidement ancrée constitue un vide embarrassant en science économique. Les décideurs doivent choisir ce qui leur paraît la meilleure ligne de

DIANE COYLE
est professeure
titulaire de la
chaire Bennett de
politique publique
à l'université de
Cambridge.